

Seuls deux candidats se sont prêtés au jeu: Frédéric Guirma, du Front de refus-RDA, et Ram Ouédraogo, du Parti des Verts, deux formations marginales. «Ce sont des faire-valoir», estime Issa Tiendrébéogo, du G14. Plusieurs membres du groupe estiment que ces candidatures ont été suscitées par Compaoré pour qu'il ne se retrouve pas, une fois de plus, seul devant l'électorat.

Le MBDHP a refusé de participer à la CENI (Commission électorale nationale indépendante), créée par le pouvoir. Des opposants ont créé l'Association indépendante pour l'observation des élections (AIOE) au nom de la société civile. La Francophonie y envoie une mission d'observation, dont fait partie le député libéral Marcel Parent, du Canada, où Compaoré a séjourné récemment et signé le traité sur les mines anti-personnel.

À Montréal, le Grila (Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique) demande à la mission de la Francophonie de «respecter sans faille son engagement» à l'échelle de l'État enclavé de 274 000 km carrés, et de «constater la participation des Burkinabés à un scrutin dont tout porte à croire qu'il sera le sinistre réédition du précédent». Le Grila impute «l'arrogance du régime» au «soutien des bailleurs de fonds de Bretton Woods», à son «enrichissement illicite» et à «un rôle de mercenaire dans plusieurs conflits militaires en Afrique».

Le Grila, qui milite pour qu'éclate la vérité sur l'assassinat de Sankara et de ses camarades, souligne que Compaoré s'acharne plus particulièrement sur le parti sankariste FFS. Boniface Zango, son secrétaire aux Affaires extérieures, a lancé un appel décrivant la situation comme «explosive». Lui aussi parle d'attaques contre les poseurs d'affiche, de menaces d'incendier les locaux du parti et de menaces de mort contre ses dirigeants.

Pour le Grila, la campagne Justice pour Sankara, qui s'active en Amérique du Nord et en Europe, s'inscrit dans le cadre du combat contre l'impunité en Afrique. Il a réuni un collectif juridique avec la participation de plusieurs avocats montréalais. Un groupe italien vient de décerner à Thomas Sankara le Prix Mgr Romero de la dignité, en l'honneur de l'archevêque de San Salvador abattu par un commando militaire en pleine messe en 1980. Comme Mgr Oscar Romero, Thomas Sankara se voulait «la voix des sans voix».

L'enquête sur l'assassinat du président Thomas Sankara est retardée

La Presse: Monde Mercredi 22 juillet 1998 B3

Khan, Jooneed

La plainte de la veuve de Thomas Sankara pour que la lumière soit faite sur l'assassinat de l'ancien président du Burkina Faso il y a 10 ans a été jugée recevable à Ouagadougou, mais le procureur de cet État d'Afrique de l'ouest s'y est aussitôt opposé et il a réclamé que l'affaire soit déférée à la justice militaire.